

REGLEMENT INTERIEUR

ARTICLE 1 – ORGANISATION GENERALE DU COMITE REGIONAL

Le comité régional regroupe les associations affiliées sur son territoire.

Il est l'organisme représentatif de la Fédération Française de Gymnastique sur son territoire et assure la liaison officielle entre celle-ci et les associations affiliées.

Le papier officiel de correspondance du comité régional doit obligatoirement respecter la charte graphique de la Fédération.

Le Président régional est le représentant officiellement mandaté par le comité régional pour toutes les actions relevant de sa compétence sur le territoire de son comité et il participe au moins une fois par an à une réunion nationale.

Le comité régional se doit d'adresser à la Fédération, sans retard, les fonds collectés, notamment au titre des affiliations, des licences et de l'assurance.

Le comité régional doit transmettre au siège de la Fédération toute correspondance adressée sous son couvert (avec ou sans avis).

CHAPITRE I - FONCTIONNEMENT

ARTICLE 2 - ASSEMBLEE GENERALE REGIONALE

A - Composition

L'assemblée générale se compose des représentants élus des associations affiliées au comité régional, ainsi que des membres bienfaiteurs et des membres donateurs.

En outre, seront convoqués pour assister à l'assemblée générale :

- 1 - les membres honoraires,
 - 2 - les membres du Comité Directeur,
 - 3 - les Présidents départementaux, non membres du Comité Directeur,
 - 4 - les chargés de mission du comité régional,
 - 5 - les conseillers techniques sportifs, placés auprès de la Fédération dans le ressort territorial du comité régional.
- Ces derniers peuvent être consultés, à titre personnel, sur des points particuliers.

Enfin, peuvent assister à cette assemblée générale, les membres licenciés des associations affiliées au comité régional ainsi que, sous réserve de l'autorisation du Président, les agents rétribués du comité régional.

B – Droit de vote

Sous réserve des règles particulières prévues au C ci-après pour les opérations électorales, les représentants élus des associations affiliées au comité régional, les membres bienfaiteurs et les membres donateurs bénéficient du droit de vote.

Les représentants des associations affiliées, les membres bienfaiteurs et les membres donateurs doivent avoir atteint la majorité légale le jour de l'assemblée générale, être de nationalité française, jouir de leurs droits civiques et politiques ou être de nationalité étrangère à condition qu'ils n'aient pas été condamnés à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un citoyen français, fait obstacle à son inscription sur les listes électorales.

Les membres bienfaiteurs et les membres donateurs disposent d'une voix.

Les représentants élus des associations affiliées au comité régional disposent d'un nombre de voix fixé au C ci-après.

C – Collège électoral

1- Le collège électoral comprend les représentants des associations affiliées.

Ces derniers sont élus, chaque année, par l'assemblée générale de chaque association à cet effet. Ils disposent d'un nombre de voix égal au nombre de licenciés qu'ils représentent. Ils doivent obligatoirement être licenciés à la Fédération.

Chaque association dispose d'une représentation établie selon la tranche correspondante à son nombre total de licenciés, arrêté, par le comité régional, au 31 août précédant l'assemblée générale régionale concernée :

Nombre de licenciés de l'association	Nombre de représentants
De 1 à 100 : ⇨	1 représentant
De 101 à 200 : ⇨	2 représentants
De 201 à 300 : ⇨	3 représentants
De 301 à 400 :⇨	4 représentants
De 401 à plus :⇨	5 représentants

Toutefois, l'assemblée générale de l'association peut décider d'élire un nombre de représentant inférieur à celui fixé ci-dessus. Chaque tranche est exclusive de toute autre et non cumulative.

Chaque représentant d'une association affiliée disposera d'un nombre de voix obtenu comme suit :

Le calcul s'effectue en divisant le nombre total de licenciés de l'association affiliée au 31 août précédant l'assemblée générale par le nombre de représentants de l'association affiliée.

Chaque représentant disposera d'un nombre de voix égal à ce résultat, sans tenir compte des décimales.

Le représentant le plus âgé disposera d'un nombre de voix équivalent à la différence entre le nombre total des licenciés de l'association affiliée et le nombre total des voix des autres représentants.

Les membres élus ou candidats au Comité Directeur du comité régional ne peuvent être représentant d'une association affiliée.

Chaque représentant d'association, pour pouvoir participer au vote, devra présenter sa licence de l'année en cours et un mandat dûment complété.

Chaque association aura notification par le comité régional du décompte du nombre de voix dont elle dispose ainsi que du nombre de représentants en même temps qu'elle recevra la convocation à l'assemblée générale.

2 - Les années d'élection, le collège électoral procède à l'élection des 25 membres du Comité Directeur. Les 25 membres formant le Comité Directeur proposent au collège électoral un candidat Président.

D– Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale est convoquée par le Président du comité régional. Elle se réunit à la date fixée par le Comité Directeur. Sa mission est définie en application des dispositions de l'article 7 des statuts.

L'assemblée générale examine et ratifie, s'il y a lieu, les dispositions prises par le Comité Directeur. Son ordre du jour est réglé par celui-ci.

L'assemblée générale prend connaissance des rapports sur la gestion du Comité Directeur, sur la situation morale et financière du comité régional.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, adopte les orientations budgétaires de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour. Le procès verbal de l'assemblée générale et les comptes sont communiqués aux associations affiliées, à la Fédération ainsi qu'à la direction régionale du Ministère des Sports.

E – Assemblée générale extraordinaire

Sur décision du Comité Directeur, ou à la demande du tiers au moins des membres de l'assemblée représentant au moins le tiers des voix, l'assemblée générale peut être convoquée en assemblée extraordinaire.

Les convocations sont adressées au minimum quinze jours avant la date fixée par le Comité Directeur.

F – Déroulement des élections

Le Président en exercice fait connaître la date de la réunion du collège électoral et provoque la déclaration des candidatures sur imprimés officiels qui doivent parvenir au siège du comité régional, au minimum quinze jours avant la réunion, par pli recommandé avec accusé de réception, le cachet de la poste faisant foi.

La déclaration de candidature mentionne, le cas échéant, la catégorie au titre de laquelle la personne souhaite se présenter.

La liste des candidats, établie par ordre alphabétique et accompagnée du projet sportif, est adressée aux membres du collège électoral.

Seules les voix des représentants présents peuvent être exprimées. Le vote par procuration et le vote par correspondance ne sont pas admis.

a - Bureau de vote.

Chaque bureau est composé d'un Président et de **deux assessseurs**, tous non candidats aux élections. Le personnel du comité régional peut faire partie du bureau de vote.

b - Dépouillement.

Le nombre de bureaux de dépouillement et leur composition est fixé par la commission électorale. Chacun de ces bureaux comprend au moins :

- un responsable
- deux scrutateurs

Ces personnes ne doivent pas être candidates aux élections. Chaque bureau règle tout incident, sous le contrôle de la commission électorale. Le personnel du comité régional peut participer au dépouillement.

Des observations peuvent être présentées par écrit sur le procès-verbal établi par le bureau de vote, dès l'issue du scrutin.

c – Résultats

Les candidats admis à se présenter au second tour peuvent retirer leur candidature à condition de le faire savoir, par écrit à un membre de la commission électorale, immédiatement après la proclamation des résultats du premier tour.

Les personnes candidates au titre d'une catégorie particulière ne peuvent être élues que dans ladite catégorie, même si le nombre de voix obtenues leur permettrait d'être élues au titre du collège général.

Conformément à l'article 17 des Statuts, l'ensemble des opérations de vote et de dépouillement se déroule sous le contrôle de la commission électorale qui est seule habilitée à proclamer les résultats, tant au premier qu'au second tour.

ARTICLE 3 - COMITE DIRECTEUR

A - Composition

Le comité régional est administré par un Comité Directeur composé de **25** membres.

La représentation des différentes disciplines au Comité Directeur est assurée par l'obligation d'attribuer un siège à un représentant technique régional par discipline (sept au total), conformément à l'article 8 des statuts.

B - Eligibilité

Pour être éligible au Comité Directeur tout candidat doit :

- être licencié à la Fédération depuis au moins trois saisons complètes :
 - o au titre d'une association affiliée au comité régional,
 - o au titre d'une licence individuelle. Dans ce cas, il doit résider dans le ressort territorial du comité régional.
- ne pas avoir été frappé d'une sanction d'inéligibilité à temps pour manquement grave aux règles techniques du jeu constituant une infraction à l'esprit sportif,
- être de nationalité française et n'avoir pas été condamné à une peine qui fait obstacle à l'inscription sur les listes électorales,
- être de nationalité étrangère et n'avoir pas été condamné à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un citoyen français, fait obstacle à son inscription sur les listes électorales,
- avoir dix huit ans révolus.

Par ailleurs, les candidats aux postes de représentants des jeunes pratiquants de moins de 26 ans ne pourront se présenter qu'à la condition d'avoir participé à, au moins, une compétition de niveau régional au cours de la saison sportive précédant l'assemblée générale électorale.

Les candidats au titre de la catégorie de médecin ne peuvent se présenter qu'à la condition d'être titulaire du diplôme de Docteur en médecine.

C – Durée du mandat

Les membres du Comité Directeur sont élus pour quatre ans. Leur mandat cessera le jour de l'assemblée générale électorale suivante fixée, au plus tard, le 30 juin qui précède les Jeux Olympiques d'été. Ils sont rééligibles.

D - Attributions

Le Comité Directeur doit préalablement délibérer sur toutes les questions portées à l'ordre du jour de l'assemblée générale.

Il désigne ses représentants aux différents organismes. Dans la limite des missions confiées par la Fédération, il adopte les règlements sportifs. Il prend les décisions importantes de caractère général qui dépassent le cadre des attributions du Bureau.

Il prononce la radiation des associations membres du comité régional, pour non paiement des cotisations **et/ou de tout autre montant justement dû au comité régional**.

Il désigne les commissions, en fixe les attributions.

Il propose la candidature à la présidence du comité régional, afin de la soumettre à l'approbation du collège électoral. Le Comité Directeur examine les questions relatives aux acquisitions, échanges ou aliénations des immeubles nécessaires au but poursuivi par le comité régional, constitution d'hypothèque sur lesdits immeubles, baux de plus de neuf ans, emprunts et acceptation des dons et legs et les soumet à l'assemblée générale.

D'une façon générale, il prend toutes les décisions dont la compétence n'est pas expressément attribuée à un autre organe du comité régional. Il peut, par délibération motivée, notamment par l'urgence ou l'intérêt général du comité régional, déléguer au Bureau ou au Président, pour une durée déterminée, l'une de ses attributions à condition d'en contrôler l'exercice et de ratifier, dès que possible, les décisions prises dans ce cadre.

E – Auditeurs à voix consultative

Le médecin régional, s'il n'est pas membre élu du Comité Directeur, est convoqué aux réunions du Comité Directeur où il a voix consultative. Le(s) conseiller(s) technique(s) sportif(s) assiste(nt) de droit aux réunions.

F - Absence

Tout membre absent, sans excuse valable, à trois séances consécutives perd sa qualité de membre du Comité Directeur.

G – Procès-verbaux

Il est tenu procès verbal des séances. Les procès verbaux sont signés par le Président ou son délégué et par le Secrétaire, sous réserve de ratification par le Comité Directeur. Ils sont établis sans blanc ni rature, sur des feuillets numérotés et conservés au siège du comité régional. Ils sont transmis aux membres du Comité Directeur ainsi qu'à toutes personnes ou organismes concernés, sur décision du Comité Directeur.

ARTICLE 4 - LE PRESIDENT

A – Election

Choisi parmi les membres élus du Comité Directeur, le Président du comité régional est élu sur proposition de ceux-ci par le collège électoral.

B – Durée du mandat

Le Président est élu pour une durée de quatre ans. Il est rééligible.

Son mandat prend fin en même temps que celui du Comité Directeur et du Bureau.

C - Vacance

En cas de vacance du poste de Président pour quelque cause que ce soit, ses fonctions sont exercées provisoirement par un membre du Bureau élu au scrutin secret par le Comité Directeur.

Dès sa première réunion suivant la vacance et après avoir, le cas échéant, complété le Comité Directeur, le collège électoral élit un nouveau Président pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

D - Attributions

Le Président du comité régional préside les assemblées générales, le Comité Directeur et le Bureau. Il ordonnance les dépenses. Il représente le comité régional dans tous les actes de la vie civile et devant les tribunaux. Toutefois, la représentation en justice ne peut être assurée, à défaut du Président, que par un mandataire agissant en vertu d'un pouvoir spécial.

Il préside les séances, présente à la discussion les questions portées à l'ordre du jour et veille à l'observation rigoureuse des statuts et règlements.

Il peut s'entourer, à titre consultatif, de toute personne dont il jugera la présence nécessaire lors des réunions de Bureau, du Comité Directeur ou des commissions régionales. En cas de partage des voix au sein du Comité Directeur ou du Bureau sa voix est prépondérante. En cas d'empêchement ou d'absence du Président, celui-ci est remplacé par un vice-Président dûment délégué.

De même dans le cadre d'activités ponctuelles, le Président peut déléguer ses pouvoirs.

Le Président assiste aux séances des commissions ou s'y fait représenter s'il le juge opportun. Il ne peut assister aux séances de la commission disciplinaire régionale et de la commission électorale.

Il doit être informé de l'ordre du jour des réunions des commissions et peut intervenir dans les discussions.

ARTICLE 5 - LE BUREAU

A - Constitution

Dès son élection, le Comité Directeur élit son Bureau au scrutin secret, à la majorité absolue au premier tour, relative au second des suffrages valablement exprimés.

B - Composition

Le Bureau du Comité Directeur, élu pour quatre ans, est composé de cinq membres. Il comprend, outre le Président du comité régional, un vice-Président, un Secrétaire, un Trésorier et le Délégué Technique Général régional.

C - Eligibilité

Seuls les membres élus du Comité Directeur peuvent être candidats à l'élection du Bureau.

D - Vacance

En cas de vacance d'un des postes au sein du Bureau, le Comité Directeur procède à l'élection d'un remplaçant dès sa première réunion.

E - Attributions

Le Bureau règle, avec son Président, toutes les affaires courantes, urgentes et d'exception. Il délibère sur toutes les questions à soumettre à l'ordre du jour du Comité Directeur.

Il veille à la gestion financière et prend toutes les mesures qui ne sont pas du ressort de l'assemblée générale ou du Comité Directeur. Il présente à l'approbation du Comité Directeur et de l'assemblée générale, un rapport sur la gestion administrative, la situation financière, le projet de budget et d'une manière générale, toute autre question qu'il jugera utile.

F - Réunions

Le Bureau se réunit chaque fois qu'il est convoqué par son Président.

Si pour des raisons majeures le Bureau ne pouvait réunir ses membres, ceux-ci seraient exceptionnellement consultés par correspondance ou lors d'une conférence téléphonique.

Le(s) conseiller(s) technique(s) sportif(s) assiste(nt) de droit aux réunions à titre consultatif.

G – Validité des délibérations

La présence de **trois** membres, dont le Président ou son remplaçant dûment délégué, est nécessaire pour la validité de ses délibérations.

H - Absences

Tout membre absent sans excuse valable à trois séances consécutives, perd sa qualité de membre du Bureau.

I – Procès-verbal

Il doit être tenu procès-verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés par le Président et par le Secrétaire sous réserve de ratification par le Bureau et transmis aux membres du Comité Directeur, ainsi qu'à toutes personnes et organismes concernés, sur décision du Bureau.

Ils sont établis sans blanc ni rature sur des feuillets numérotés et conservés au siège du comité régional.

ARTICLE 6 – Les Vice-Présidents - Attributions

Le vice-Président dûment délégué remplace le Président absent ou empêché.

Le vice-Président seconde le Président dans ses fonctions. Celui-ci répartit ses attributions et peut le charger de missions.

ARTICLE 7 – Le Secrétaire - Attributions

Les attributions du Secrétaire sont définies par le Comité Directeur, sur proposition du Président.

Notamment, il rédige les procès-verbaux des réunions du Bureau, du Comité Directeur, des assemblées générales et s'assure de leur transcription sur les registres des délibérations.

Après approbation du Comité Directeur, le Secrétaire présente, chaque année, le rapport moral à l'assemblée générale.

Il reçoit à cet effet, un rapport des Présidents des commissions régionales.

Il adresse les procès-verbaux de ces réunions aux membres du Comité Directeur ainsi qu'à toutes personnes et organismes concernés, conformément aux articles 3-G et 5-I.

Sur proposition du Président, il peut se voir confier des missions particulières.

ARTICLE 8 – Le Trésorier - Attributions

Le Trésorier veille à l'exécution du budget de l'année en cours.

Il propose au Président le budget prévisionnel, les modifications et amendements qu'il croit nécessaires à une gestion saine et équilibrée des finances.

Il présente au Comité Directeur puis à l'assemblée générale un rapport sur la gestion de l'exercice écoulé.

Sur proposition du Président, il peut se voir confier des missions particulières.

ARTICLE 9 - LES COMMISSIONS REGIONALES

Outre les commissions dont la création est obligatoirement prévue par les statuts, le Comité Directeur institue, pour l'organisation interne du comité régional, *les commissions dont il a besoin*. Le Comité Directeur peut, sur simple décision, les modifier, les supprimer, les remplacer par d'autres.

Le Comité Directeur désigne les membres et le Président de ces commissions. Elles se réunissent sur proposition de leur Président et chaque fois qu'elles sont saisies par le Comité Directeur.

Le(s) conseiller(s) technique(s) sportif(s) ou son représentant peut assister aux réunions des commissions traitant de sujets en rapport avec sa mission.

Ces commissions sont composées de **cinq** membres et peuvent s'entourer, à titre exceptionnel, d'une ou deux personnes qualifiées pour l'étude de cas ponctuels.

Chaque commission soumet au Comité Directeur des propositions sur les questions dont elle est chargée.

Les procès-verbaux des réunions de commission sont envoyés aux membres du Comité Directeur, ainsi qu'à toutes les personnes et organismes concernés, après avis du Bureau.

ARTICLE 10 - REMBOURSEMENTS

Des remboursements de frais de déplacement, de séjour, de mission ou de représentation, sont accordés dans les conditions fixées par le Comité Directeur.

ARTICLE 11 - COMPTABILITE

La comptabilité est tenue selon les lois, règlements en vigueur et statuts du comité régional.

Les membres du Comité Directeur peuvent s'informer de la situation financière par question écrite, posée au Président.

ARTICLE 12 - LE PERSONNEL DU COMITE REGIONAL

Le nombre des employés, leur embauche, leurs attributions, leur promotion, les conditions de travail, le montant des appointements, sont décidés par le Président, et conformément à la législation en vigueur. Le licenciement d'un employé ne pourra être décidé par le Président qu'après avis du Bureau.

ARTICLE 13 – LICENCES

La licence fédérale est obligatoire pour tous les membres appartenant à une association affiliée à la Fédération Française de Gymnastique.

Les dispositions applicables relatives à la licence sont prévues par les articles 8 à 10 des statuts et 26 du règlement intérieur de la Fédération Française de Gymnastique.

A - Validité

La licence est valable du 1er septembre au 31 août de l'année suivante.

Elle est validée à compter du 1er septembre au millésime de l'année suivante.

La saison sportive correspond à la période de validité de la licence.

B – Délivrance de la licence

Les licences destinées aux membres des associations affiliées sont délivrées par le comité régional. A cet effet et conformément à l'article 2 du règlement intérieur de la Fédération Française de Gymnastique, la licence devra être adressée au souscripteur dans un délai maximum de quatre semaines après que le club en ait effectué la demande.

ARTICLE 14 - MUTATIONS

Les mutations sont régies par les articles 28 à 28-4 du règlement intérieur de la Fédération Française de Gymnastique. Tout litige ou contestation né d'une demande de mutation d'un licencié non inscrit sur les listes ministérielles de haut niveau est de la compétence du comité régional du club d'accueil.

ARTICLE 15- MEMBRES HONORAIRES

L'honorariat peut être accordé après deux mandats consécutifs au moins dans la même fonction ou pour services rendus à titre exceptionnel.

Ce titre est décerné par l'assemblée générale, sur proposition du Comité Directeur après avis du Bureau.

Les Présidents, vice-Présidents, secrétaires régionaux, trésoriers et les membres bénéficiant de l'honorariat, sont invités par le comité régional aux assemblées générales.

CHAPITRE II - ORGANISATION TECHNIQUE REGIONALE

ARTICLE 16 - COMITES TECHNIQUES REGIONAUX

Il est constitué au sein du comité régional, sept comités techniques régionaux chargés chacun d'une spécialité gymnique :

- la gymnastique artistique masculine,
- la gymnastique artistique féminine,
- la gymnastique rythmique,
- le trampoline,
- les sports acrobatiques (tumbling, acrosport),
- l'aérobic,
- la gymnastique générale (forme et loisirs).

A – Composition

Chaque comité technique régional sera composé comme suit :

- **cinq à dix** techniciens élus par le collège électoral ayant voix délibérative
- des cadres techniques sportifs d'Etat et cadres techniques préposés régionaux
- un membre élu du Comité Directeur désigné par le Président régional.

B – Attributions

Ces comités techniques régionaux sont chargés en particulier :

- d'organiser et d'assurer la régularité des compétitions régionales
- d'organiser et d'assurer la régularité des cours et examens de cadres et juges
- de préparer des candidats aux examens nationaux
- de veiller à l'application des directives de la Fédération Française de Gymnastique
- d'assurer l'organisation et la régularité des compétitions de la Fédération Française de Gymnastique au niveau régional
- d'assurer la promotion et le développement local des disciplines gymniques par toutes actions d'animation compatibles avec les règlements fédéraux

C – Représentation au Comité Directeur

Chaque comité technique est représenté par un membre élu au Comité Directeur régional, dénommé représentant technique régional, selon les modalités prévues à l'article 17 ci-après.

D – Candidatures

Les candidatures aux comités techniques régionaux doivent être adressées individuellement au siège du comité régional au moins quinze jours avant le scrutin, par pli recommandé avec accusé de réception.

La liste des candidats, établie par ordre alphabétique, est adressée aux électeurs.

E – Eligibilité

Pour être éligible aux comités techniques régionaux, tout candidat doit :

- être membre licencié à la Fédération au titre d'une association affiliée au comité régional depuis au moins trois saisons complètes et ne pas être frappé d'une mesure d'inéligibilité,
- s'il est de nationalité étrangère, ne pas avoir été condamné à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un citoyen français, fait obstacle à son inscription sur les listes électorales.

Les licenciés individuels à la Fédération, qui résident dans le ressort territorial du comité régional, peuvent présenter leur candidature aux comités techniques et commissions statutaires, dans les mêmes conditions que celles ci-dessus.

Un candidat ne peut postuler que pour un seul des comités techniques.

Ne sont pas éligibles les cadres techniques sportifs, fonctionnaires d'Etat.

F – Durée du mandat

Les candidats sont élus pour quatre ans et rééligibles.

Leur mandat prend fin le jour de l'assemblée générale électorale suivante.

ARTICLE 17 –REPRESENTANTS TECHNIQUES REGIONAUX

Les techniciens élus proposent l'un d'entre-eux au collège électoral, pour le poste de représentant technique régional de leur discipline au sein du comité directeur.

Les cadres techniques sportifs d'Etat ainsi que les cadres techniques préposés du comité régional ne peuvent prétendre aux postes de représentants techniques régionaux.

ARTICLE 18 - DELEGUE TECHNIQUE GENERAL REGIONAL

Le Délégué Technique Général régional est élu par le Comité Directeur. Il siège en cette qualité au Bureau. Il est l'un des représentants techniques régionaux élus par le collège électoral.

ARTICLE 19 - MANIFESTATIONS REGIONALES

Le comité régional patronne toutes les finales et manifestations régionales se déroulant dans son ressort territorial.

Avant le début de chaque saison sportive, le comité régional publie le calendrier officiel des compétitions qu'il organise ou autorise.

CHAPITRE III – VOTES ET MODIFICATIONS DU REGLEMENT INTERIEUR

ARTICLE 20 - VOTES ET MAJORITE

Sauf dans le cas où il en est autrement décidé par les statuts ou le règlement intérieur :

- le vote par correspondance et le vote par procuration ne

sont pas permis,

- les décisions sont prises à la majorité simple des suffrages valablement exprimés,

- ne sont pas pris en considération les abstentions, les votes blancs ni les votes nuls pour le décompte de la majorité.

Sauf pour les élections qui ne peuvent avoir lieu qu'à scrutin secret, l'ensemble des scrutins se déroule à main levée. Toutefois, il peut être décidé, à main levée, à la majorité des 2/3 des voix, de procéder à un vote à bulletin secret. Cette décision n'est valable que pour le vote pour lequel elle a été prise.

Les candidats sont élus à scrutin secret, à la majorité absolue au premier tour, à la majorité relative au second des suffrages valablement exprimés.

ARTICLE 21 - MODIFICATIONS DU REGLEMENT INTERIEUR

Les modifications du présent règlement sont soumises aux dispositions de l'article 31 des statuts